

“J’ai toujours fait de la politique par conviction, le reste me paraissant extrêmement ennuyeux”

Partout où il est, Philippe Séguin aime à faire bouger les choses. Son premier objectif : accroître les domaines de contrôle et d’investigation de la Cour des comptes.



Homme de conviction plus que de carrière, de mouvement plus que de stagnation, voici donc, depuis 2004, Philippe Séguin à la tête de la Cour des comptes.

Par Michèle Cotta

Aujourd’hui premier président de la Cour des comptes, Philippe Séguin a quitté la vie politique. Mais il continue, en exerçant sa vigilance sur les budgets publics, à y jouer un rôle essentiel. D’autant que les missions de la Rue Cambon ne cessent de croître et de se diversifier : nouvelles compétences sur la certification des comptes de l’Etat et ceux de la Sécurité sociale, contrôle de l’exécution du budget de l’Etat, dans une logique de performance ; et, depuis le discours de Nicolas Sarkozy à Epinal en 2007, contrôle du budget de l’Elysée, et audit sur celui l’Assemblée nationale. Devenue une entre-

Philippe Séguin fait bouger les choses. L’immobilisme ne fait pas partie de ses valeurs

prise d’audit, la Cour des comptes a été reconnue en dehors des frontières françaises puisqu’elle a également été chargée du commissariat aux comptes des Nations unies, d’Interpol, de l’Unesco, de l’OCDE et de l’Otan. Où qu’il soit, Philippe Séguin fait bouger les choses. L’immobilisme ne fait pas partie de ses valeurs. En dehors des nouvelles missions qui lui sont confiées depuis 2004, sa première préoccupation est d’arriver à faire de la Cour le laboratoire de la réforme de l’Etat et de sa modernisation. Il s’y consacre, avec la boulimie de travail qui est la sienne.

Sur son bureau, une statue en marbre d’Hannibal, le général carthaginois que Napoléon et le duc de Wellington ont tous deux appelé “le père de la stratégie”. Ce n’est pas seulement parce qu’il est tunisien, comme ce grand chef de guerre, que Philippe Séguin a placé en évidence, près de lui, son buste. Mais sans doute parce que celui qui est, avec le général de Gaulle et Winston Churchill, son héros favori, entreprit, un jour de l’année 219 avant Jésus-Christ, de résister à l’Empire romain. L’indépendance face aux hégémonies, le sursaut

prévues, multiplier par deux le temps des questions au gouvernement, créer commission d’enquête sur commission d’enquête, et parfois même les présider, comme ce fut le cas de la commission sur le Crédit Lyonnais ou sur la corruption. Sans oublier d’inviter des chefs d’Etat étrangers à la tribune de l’hémicycle - les premiers furent, excusez du peu, le roi et la reine d’Espagne, en octobre 93 -, président du RPR, de 1997 à 1999, son ambition de bousculer le cours des choses n’était pas moindre : les résistances furent plus grandes. Pas étonnant qu’il avoue au-

suadé, il le disait à l’époque, que “personne en France ne pourrait être porté à la présidence de la République en s’opposant à la construction européenne”. Jacques Chirac prit rapidement le parti d’entraîner derrière lui pour le oui à Maastricht la plupart des gaullistes, pourtant a priori hostiles à la construction européenne. Pas Philippe Séguin, qui passa l’été 1992 à amener les foules contre le projet européen, qualifié par lui de “Munich social”.

“C’est au cours de cette période, aime-t-il à dire, que j’ai eu le plus le sentiment de ne plus perdre mon temps dans des querelles subalternes, mais de prendre vraiment part à un choix décisif que devait faire le pays.”

Cette indépendance, hautement revendiquée, ne l’empêcha pas d’être élu président de l’Assemblée, ni même de prêter sa voix et son art oratoire à la campagne présidentielle de Jacques Chirac, en 1995, mais lui interdit sans doute de

rythme s’accélère, le travail afflue : vite réveillée, la vieille dame de la rue Cambon a retrouvé une sorte de jeunesse tandis que, tel un ogre, Philippe Séguin s’est emparé avec une sorte de boulimie des dossiers qui, avant lui, avaient toujours échappé au contrôle de la Cour des comptes.

Son premier combat a été d’assurer à la Cour une indépendance accrue, en obtenant, quelques mois seulement après sa désignation, la création dans la loi de finances d’une mission budgétaire spécifique de conseil et contrôle des pouvoirs publics : en exerçant désormais le principe de l’équidistance entre le législatif et l’exécutif, la Cour devint cette année-là financièrement indépendante, budgétairement plus souple et surtout mieux armée pour être ce que Séguin voulait qu’elle soit : le laboratoire de la réforme de l’Etat. En célébrant, deux ans plus tard, le bicentenaire de la naissance de la Cour des comptes, son pré-

Il avoue aujourd’hui que la période passée à la tête du parti gaulliste, par temps de fortes turbulences, ne compte pas parmi ses meilleurs souvenirs

national plutôt que la résignation, la marche sur Rome plus que l’inaction, autant de valeurs qu’a longtemps défendues Philippe Séguin lorsqu’il était un acteur actif de la vie politique française, autant de valeurs qu’il défend encore, maintenant que, devenu président de la Cour des comptes, le voici revêtu de la robe et de l’hermine. Partout où il est, Philippe Séguin aime faire bouger les choses. Les députés en savent quelque chose : président de l’Assemblée nationale de 1993 à 1997, il est dès les premiers jours apparu comme un président omniprésent, soucieux de donner de nouveaux pouvoirs aux honorables parlementaires : on le vit, dans le but d’empêcher l’absentéisme parlementaire, instituer une session unique de neuf mois au lieu des deux sessions

aujourd’hui que la période passée à la tête du parti gaulliste, par temps de fortes turbulences, ne compte pas parmi ses meilleurs souvenirs, même s’il s’est attaché à une grande cause, celle du refus de l’alliance avec le Front national.

L’indépendance d’esprit

Quant à l’indépendance que Philippe Séguin revendique à l’égard des idées et des hommes, impossible d’oublier sa prise de position au moment du référendum sur le traité constitutif de l’Europe, aboutissement de l’action européenne de François Mitterrand, le traité de Maastricht, en 1992. Après quelques hésitations, le parti de Jacques Chirac, qui était aussi celui de Philippe Séguin, choisit de voter en faveur du traité. Per-

devenir Premier ministre de celui-ci, la même année, lorsque Chirac fut élu.

Le mouvement perpétuel

Homme de conviction plus que de carrière, de mouvement plus que de stagnation, voici donc, depuis 2004, Philippe Séguin à la tête de la Cour des comptes. Il n’a pas changé. Là où il est, le

sident se décrit lui-même, et la Cour avec lui, comme une “vigie de la modernisation publique”.

La modernisation de l’Etat

A ceux qui lui rétorquent qu’on en parle depuis des années sans la voir vraiment venir, Philippe Séguin répond aujourd’hui : “Oui, l’Etat se modernise sans arrêt”.

